
Le parlementaire et la presse

Le présent article est une transcription corrigée des propos échangés à une table ronde lors de la 27^e Conférence de l'Association parlementaire du Commonwealth (Région du Canada). Les participants étaient Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, Jeffrey Simpson du Globe and Mail et le P^r David Smith de l'Université de la Saskatchewan.



**ARNOLD TUSA
PRÉSIDENT DE L' ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA SASKATCHEWAN
PRÉSENTANT LES PARTICIPANTS**

GRANT DEVINE :



Nous discutons aujourd'hui du rôle des médias dans le processus démocratique, rôle qui m'a personnellement bien servi, soit dit en passant. Je vous entretiendrai donc de l'influence qu'exercent les médias sur ce que pense le public d'un leader et, dans une certaine mesure, de la politique elle-même.

Pour stimuler notre réflexion, permettez-moi de citer d'abord quelques auteurs qui se sont

penchés sur la question. Le premier extrait est tiré de l'œuvre d'un éducateur canadien bien connu, Lawrence J. Peter, qui a écrit : *The Peter Principle*. Selon cet auteur, « une once d'image vaut bien une livre de performance ». Cette lapalissade décrit à peu de choses près l'exercice de la politique en Amérique du Nord et peut-être même dans le monde entier. L'image, pour les politiciens en général, mais particulièrement pour les chefs, est de plus en plus importante ; souvent, elle est tellement convoitée qu'elle prend le pas sur la performance. Rassurez-vous, je ne viens pas porter ici un jugement de valeur. J'aimerais d'ailleurs revenir là-dessus un peu plus tard au cours de la discussion.

Ma deuxième citation vient de Fred Friendly, professeur de journalisme à l'Université Columbia. Voici ce qu'il dit : « Le journaliste d'aujourd'hui se doit d'être éducateur. Il doit attacher plus d'importance à l'explication de la nouvelle qu'à sa primeur ». Cet auteur pense aussi que les journalistes ne doivent plus se contenter d'observer la scène ; ils doivent interpréter l'événement et parfois même y jouer un rôle de premier plan.

Ces deux observations traduisent, à mon avis, des réalités que les parlementaires doivent toujours avoir à l'esprit. Il n'y a pas à en douter : leur image est importante. La façon dont les médias interprètent leurs faits et gestes est vitale. Ils doivent rivaliser pour être élus, et leur rendement est constamment évalué. Il est donc très important pour le parlementaire de bien connaître les règles qui régissent ses relations avec la presse.

Tout d'abord, nous devons nous rappeler que les journalistes sont constamment à l'affût, qu'ils épient nos moindres gestes, qu'ils les jugent et les expliquent au public à partir de leur propre éclairage. Voilà pourquoi il est essentiel de considérer les médias non pas comme une réalité générale et abstraite, mais comme un milieu formé d'individus qui ont leur propre personnalité. D'où la

nécessité de s'interroger sur la qualité de la relation qui doit exister entre le politicien et celui qui en rapportera les faits et gestes, ou qui les interprétera. Faut-il comprendre que le parlementaire doive pour autant mettre de côté tous ses principes ? Plutôt que de se mettre à dos un journaliste, d'aucuns préféreront le traiter aux petits oignons, se disant que c'est un brave type après tout. Quoi qu'il en soit, il est important de se demander jusqu'où peut aller la tolérance.

Prenez mon cas. Avant d'être élu, j'étais un pur inconnu. C'est à peu près ce qu'on disait de moi. Pendant ma campagne, j'avais beau faire, personne ne me portait attention. Je passais inaperçu. Par conséquent, lorsque je sollicitais mes électeurs, ils ne s'occupaient pas de moi, car je n'étais pas dans la course, du moins aux dires de ceux qui l'étaient.

Naturellement, une fois élu, vous devenez fatalement visible, même si les observateurs préféreraient que vous restiez anonyme. Car, qui sait, vous réussirez peut-être à provoquer des remises en question, concernant la politique agricole par exemple. J'y reviendrai peut-être un peu plus tard, mais, pour l'instant, dites-vous bien que cette question des rapports entre les chefs de parti, les politiciens et les journalistes attirera de plus en plus l'attention. À ce propos, voici quelques observations qui illustrent bien la situation.

J'ai lu récemment un document d'étude rédigé par Comber et Mayne, qui contient plusieurs passages intéressants.

Dans les milieux journalistiques, on constate une différence énorme entre le rôle des médias aujourd'hui et leur rôle autrefois. À la page 30 de cet ouvrage, les auteurs écrivent : « De nos jours, les professionnels du petit écran doivent faire preuve d'une grande ingéniosité pour réussir à maintenir le spectateur en haleine. Il leur faut porter la caméra jusque dans les coins les plus reculés de la terre pour lui présenter les moindres péripéties de la dernière catastrophe. Les reportages se succèdent à un rythme effarant et impitoyable. On recourt aux techniques les plus modernes pour donner au spectateur l'illusion qu'il est dans le feu de l'action... qu'il est témoin oculaire de l'histoire qui se bâtit. Mais la réalité est tout autre. Les images qu'on nous présente ont été minutieusement sélectionnées pour donner plus de vie et de couleur à l'événement. Cette conception d'un journalisme qui doit présenter les faits à un rythme effréné et de façon fragmentaire a rendu l'information politique superficielle et parfois cynique. Le reporter est devenu une sorte de guide touristique qui nous fait faire le tour du monde pour nous montrer les merveilles de l'actualité ».

Nous, les représentants élus, devons nous familiariser avec cette évolution dont parlent les gens du métier, enseignants ou journalistes. Une nouvelle conception du journalisme voit le jour dans les salles de nouvelles. Autrefois, les journalistes apprenaient à éviter le « je ». On leur enseignait que le rôle du journaliste était de présenter des faits, parfois les opinions des autres, mais jamais d'entrer en scène. Ce n'est plus ainsi

qu'on voit les choses aujourd'hui. Les journaux et les stations de télévision, qui s'efforçaient jadis de présenter des reportages impersonnels, placent maintenant les journalistes au premier plan. Désormais, ils doivent interpréter l'événement. « Les commentaires des reporters forment maintenant l'élément dominant de l'actualité politique. On accorde plus de temps d'antenne et plus d'espace aux journalistes qu'à nos représentants élus ». C'est l'argument dominant de l'étude des auteurs qui veulent faire ressortir que les reporters disposent de plus de temps pour communiquer leur vision des événements que ceux-là même qui font l'actualité. Croyez-moi, la manière dont un reporter transmet un communiqué de presse a une influence très marquée sur l'opinion publique. Songez simplement que parfois on ne laisse pas aux principaux acteurs de l'événement le temps de s'exprimer. Souvent, ils n'apparaissent même pas à l'écran. Leurs propos sont simplement interprétés. Ce phénomène prend d'ailleurs de plus en plus d'ampleur ; il n'y a pas de raison pour que les politiciens l'ignorent plus longtemps.

En principe, dans le journalisme moderne, les personnalités et les opinions n'ont pas leur place ; mais on les retrouve tout de même dissimulés sous les apparences de l'objectivité. Ces influences jouent considérablement, surtout en campagne électorale, ou lorsqu'il s'agit d'interpréter une mesure politique.

Les auteurs poursuivent en disant que lorsqu'un élément d'information est entremêlé d'opinions et de préjugés, le lecteur, ou l'auditeur, n'a aucun moyen de déceler les présupposés et les orientations politiques du reporter. Qu'y a-t-il de mal à cela, me direz-vous ? Qu'est-ce que cela change si le reporter a un penchant ? Et si ses opinions ne concordent pas avec celles du journal ou de la station de télévision tout en étant partagées par le public ? Et quelle est la conséquence de cet état de chose ? La conséquence, c'est que ce n'est peut-être pas la vérité qui est véhiculée. Ce ne sont peut-être pas les faits réels qui sont rapportés.

Si l'exercice de la démocratie ne s'appuie pas sur des faits, c'est qu'il est fondé sur des fictions, des demi-vérités, de fausses informations et sur de la propagande. Je viens de terminer la lecture du livre de Paul Johnson, intitulé *Modern Times*. Les techniques de propagande utilisées par les grands dirigeants du monde au cours du XX^e siècle ont de quoi nous alarmer ; la propagande n'aurait pas eu tant d'emprise si la démocratie avait été suffisamment vivante. Qu'on se rappelle simplement l'époque de Lénine, de Staline ou d'Hitler pour constater à quel point la vérité est essentielle à la sauvegarde de la démocratie. Qui que nous soyons, surtout si nous œuvrons en politique, nous nous croyons tous l'unique dépositaire de la vérité ; nous sommes convaincus que c'est notre parti qui a les meilleures solutions. Mais l'autre aussi soutient que c'est lui qui a le monopole des meilleures solutions, que c'est son parti qui a les meilleures idées. La vérité doit bien se situer quelque part entre les deux. C'est

donc aux politologues et aux spécialistes de l'information qu'a échu l'immense responsabilité de rechercher la vérité.

Ce n'est pas facile, certes. N'oublions pas que notre vécu, notre milieu, notre formation et nos expériences nous influencent toujours un peu dans tout ce que nous faisons. Et les reporters n'échappent pas à cette condition. Dans les milieux journalistiques, on admet que le préjugé est inévitable. Néanmoins, le public devrait au moins pouvoir reconnaître le manque d'objectivité lorsqu'un reportage est tendancieux. Et si le reportage est censé être un pur compte rendu, où le commentaire n'a pas sa place, nous devrions, en tant que politiciens, pouvoir dire que l'information est partisane, ou du moins, donner des moyens au lecteur ou à l'auditeur de savoir s'il s'agit effectivement d'un compte rendu ou plutôt d'un éditorial.

Permettez-moi une dernière remarque. La manière dont les médias conçoivent leur rôle et utilisent les nouvelles technologies a certes une influence considérable sur le comportement des politiciens. En effet, il nous faut faire attention à la façon dont nous menons nos campagnes, et soigner nos « apparitions » publiques, surveiller notre façon de marcher, de parler et d'agir. Il faut être extrêmement prudent, qu'on décide de mener sa campagne à cheval, de lancer le ballon à un match de football ou qu'on perde ses bagages, car tout ce qu'on fait ou dit est rapporté dans la presse ; et, faut-il le répéter, le pouvoir de la presse se fait sans conteste de plus en plus sentir.

Ce pouvoir est ici pour rester, à mon avis. Mais reconnaître l'existence du pouvoir des médias est le premier pas à franchir pour mettre à notre service le pouvoir et la technologie accessibles aujourd'hui ; c'est se garantir contre les abus et tout sabotage du processus démocratique.

JEFFREY SIMPSON :



Toute discussion sur « la presse » me laisse toujours quelque peu perplexe. « La presse » est un terme général et je comprends qu'il soit commode de l'utiliser ici ; or, la notion générale de « la presse » couvre des réalités fort différentes. Comment se contenter de généralisations alors qu'il existe de notables différences entre la radio, la télévision, les revues et les journaux ?

Comment se contenter de généralités quand on sait que les médias appartiennent à des niveaux d'organisation

différents : national, régional ou local ? Enfin, ceci étant dit, reprenons le thème de cette table ronde. Selon moi, les parlementaires et les médias se retrouvent inévitablement en relation de symbiose.

En théorie, les parlements pourraient se réunir à huis clos et les médias pourraient refuser de couvrir le Parlement. Mais si tel était le cas, ni les parlements ni les médias n'assumeraient leurs responsabilités envers la population qu'ils sont chargés de servir.

J'aimerais aborder deux aspects précis des rapports entre les parlementaires et les médias. Examinons donc, en premier lieu, le pouvoir qu'a la presse de bâtir ou de démolir des carrières politiques. Elle peut, pour cela, mettre divers moyens en oeuvre. Le plus redoutable est sans doute la divulgation de scandales. S'il y a bien des façons de rapporter un scandale, chacune d'elles peut « briser » une carrière politique.

Premier exemple. La presse publie un scandale divulgué par la personne intéressée. Qu'on se rappelle seulement le cas, il y a quelques années, du solliciteur général qui s'est levé en Chambre pour annoncer qu'il avait signé des documents afin qu'une femme puisse obtenir un avortement.

M. Masse a fait de même au cours de la présente législature ; il a remis sa démission parce que certaines de ses activités électorales dans sa circonscription faisaient l'objet d'une enquête de la Gendarmerie royale du Canada. Deuxième exemple, les députés, qui jouissent de l'immunité parlementaire, peuvent faire certaines déclarations à la Chambre sans crainte d'aucune forme de représailles. Dans la mesure où les médias rapportent et reflètent avec exactitude les débats à la Chambre, ils jouissent aussi de l'immunité parlementaire.

Troisième exemple. La presse publie une déclaration ou une affirmation qui peut faire, et fait souvent, l'objet d'une enquête publique du secteur judiciaire, des comités parlementaires, des commissions royales, de la police ou des tribunaux. Ces enquêtes connaissent généralement, quoique pas toujours, l'une ou l'autre de deux issues : ou bien les enquêteurs réussissent à tirer la situation au clair ; ou bien ils ne peuvent en arriver à une conclusion définitive, auquel cas le public peut bien tirer les conclusions qu'il veut. En pareilles circonstances, il est facile de détruire une carrière politique.

L'exemple classique est, bien sûr, le scandale du Watergate aux États-Unis. La presse, en l'occurrence le *Washington Post*, a publié des déclarations sur certaines activités. Des comités du Congrès, des enquêteurs spéciaux et le juge Sirica ont repris ces affirmations, ont procédé à toutes les enquêtes nécessaires et ont pu tirer une conclusion politique définitive.

Enfin, dernier exemple : la presse fait des déclarations auxquelles les hommes et les femmes politiques visés peuvent répondre, mais qui ne donnent pas lieu à

l'intervention d'un juge, du secteur judiciaire, d'une commission royale ou de la police. Ce genre de situation est particulièrement délicat : en effet, imaginez un peu les conséquences sur la carrière politique d'une personne au sujet de laquelle on a publié un compte rendu erroné. Même s'il y a eu démenti et, à plus forte raison, s'il n'y en a pas eu, c'est la première impression qui reste.

Revenons un moment sur les deux premiers exemples. Dans ces deux cas, ce n'est pas la presse qui est à l'origine des divulgations. Elle fait le compte rendu des événements dont elle est témoin et les commente, tout simplement. Dans les deux derniers exemples, par contre, la presse intervient directement en provoquant la tenue d'une enquête ou en relatant certains faits tenus jusqu'alors secrets. Elle s'ingère directement dans le processus politique. De toute évidence, c'est donc dans le quatrième cas que les dommages à une carrière sont les plus grands et, parfois, les moins mérités. Quand il y a tenue d'une enquête impartiale, comme dans le troisième exemple, la personne en cause a une chance au moins d'être lavée de tout soupçon, comme cela s'est produit ces dernières années au Canada et dans d'autres pays. Mais, en définitive, je crois que même dans le dernier cas, le personnage politique qui fait l'objet d'accusations est parfois responsable de sa malchance.

Il n'est pas nécessaire, par ailleurs, d'attendre un scandale pour ruiner une carrière. La presse peut démolir un personnage politique de façon beaucoup plus subtile ou porter gravement atteinte à une réputation en véhiculant des impressions générales. Mais, en contrepartie, des réputations peuvent être bâties assez rapidement. De fait, la presse est parfois accusée, à juste titre d'ailleurs, de se former une opinion instantanée sur des personnages politiques. Au Canada, cette situation s'explique en partie par le fait, assez curieux du reste, que notre système met à la tête des partis politiques des chefs qui n'ont pas beaucoup d'expérience de la vie publique.

Le premier ministre Devine a parlé de ses premières années en politique, alors qu'il était appelé « l'inconnu ». De fait, M. Grant Devine n'avait pas passé, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, de 15 à 20 ans en politique avant de devenir chef de son parti. C'est pourquoi on pouvait difficilement se faire une opinion bien arrêtée de lui. La situation, bien sûr, a changé puisqu'il est au pouvoir depuis un certain nombre d'années.

Considérons un instant la scène politique fédérale. Combien d'années de politique active comptaient MM. Mulroney, Clark, Trudeau, Mackenzie King, Saint-Laurent ou Pearson lorsqu'ils ont été élus chef de leur parti ? Aucun d'eux n'avait à son actif une longue carrière sur la scène publique. C'est pour cette raison principalement que les médias ont de la difficulté à se faire une idée juste de la personne et que nous assistons souvent à d'extraordinaires revirements de situation. En effet, il arrive qu'après avoir

présenté un homme politique sous un certain jour, les médias se rendent compte avec horreur, un ou deux ans plus tard, qu'ils avaient erré et que, sous la pression, le personnage ne correspond plus à l'image qu'ils avaient de lui et ne réagit pas comme ils s'y attendaient. L'un des exemples les plus frappants à ce titre est celui de M. Trudeau.

J'ai eu l'occasion récemment, dans le cadre d'un autre travail, de lire les articles, ou un grand nombre des articles, qui ont paru dans les journaux lors de l'investiture de M. Trudeau comme chef du parti en 1968. Vous vous rappellerez que les journalistes ne tarissaient pas d'éloges à son endroit et qu'ils l'ont effectivement aidé dans sa lancée vers le pouvoir. Or, douze à dix-huit mois plus tard, les médias révisaient leur position au sujet de M. Trudeau. On se demandait si on n'avait pas mal jugé cet homme, si on n'avait pas mal cerné sa personnalité. Ce genre de phénomène est une réalité. Malgré les arguments qu'a soulevés le premier ministre Devine et l'existence de colporteurs de ragots, je doute fort que, même si nous vivons à l'ère de la télévision, le succès ou l'échec des parlementaires dépende exclusivement, ou même en grande partie, de l'image que les médias véhiculent, surtout à long terme. Avec le temps, toute image que présentent les médias qui n'est pas conforme à la réalité ou qui est incomplète, est corrigée, en partie, par les médias eux-mêmes et, surtout, par les électeurs qui semblent posséder une intuition remarquable quand il s'agit de jauger leurs dirigeants.

Dans le cadre de mon travail, je dois, malheureusement, avoir affaire à tous les « spécialistes » du sondage de notre pays. Nous sommes en perpétuel désaccord. Mais il y a un point sur lequel tout le monde s'entend. Quand on demande à ces spécialistes si le public connaît vraiment ses dirigeants, s'il sait vraiment ce qui se passe au Parlement, ils vous répondent tous la même chose. Qu'il s'agisse d'Allen Greg, de Martin Goldfarb, de Michael Adams ou de Maurice Pinard. Le public est tout à fait inapte à se prononcer sur les détails d'une question - quand ce n'est pas sur ses grandes lignes ! Mais il devient extrêmement perspicace quand on lui demande de juger de la personnalité, des valeurs et des attitudes d'un chef de parti politique. Il se fait rapidement une idée de la véritable personnalité de ces hommes et de ces femmes.

Le sénateur Michael Kirby m'a raconté un jour une anecdote intéressante. Des experts en sondage avaient établi des groupes cibles pour savoir comment le public percevait ses dirigeants. On leur avait demandé ce qu'ils pensaient de M. Trudeau. Or, leur jugement sur M. Trudeau et sur le genre d'homme qu'il était correspondait à peu près en tout point à l'opinion qu'avaient ses proches collaborateurs, qui avaient travaillé avec lui pendant des années. Le public avait étrangement bien cerné sa personnalité. Donc, malgré tous les efforts que font les politiciens pour se créer une image, on constate qu'il est très difficile de berner le public, comme

il est très difficile de changer l'image d'un politicien après un certain temps.

Incidemment, je n'ai jamais cru que le fait d'avoir manqué le ballon au football, d'avoir mangé des bananes, d'avoir eu un double menton ou d'avoir perdu ses bagages avait provoqué la défaite de Joe Clark ou de Robert Stanfield. Ces facteurs ont joué un rôle secondaire. Leur défaite était imputable davantage à ce qu'ils avaient dit ou n'avaient pas dit sur les questions de l'heure. Leur échec avait beaucoup plus à voir avec la question de Jérusalem, avec la non-déductibilité des intérêts hypothécaires et des taxes foncières, avec les budgets, et avec l'incapacité du parti à élaborer une politique énergétique capable d'unir le pays.

Les rapports entre les parlementaires et les journalistes dépendent de la perception qu'ont les médias de ce qu'ils observent au Parlement. Or, la question est de savoir si la presse est vraiment témoin de tout ce qui se passe au Parlement. À mon humble avis, elle n'est pas témoin de grand-chose : ni des travaux en comité, ni de ce que fait le député dans sa circonscription, ni du travail administratif qu'accomplissent les ministres, ni des délibérations du caucus, ni des études du parti. C'est probablement à cause de la télévision qu'on attache autant d'importance à la performance en politique. On y recherche l'aspect théâtral bien plus que les faits. Chose certaine, la télévision a fait des députés d'opposition des célébrités du jour au lendemain ; en effet, elle fait davantage ressortir la virulence de leurs attaques que la profondeur de leur réflexion. On félicite les députés de l'opposition bien plus pour leur habileté à démolir l'adversaire que pour la vivacité de leurs propos. L'opposition est favorisée par la télévision ou, plus précisément, par ce que les caméras nous montrent du Parlement ; les députés du parti au pouvoir, peu importe leur allégeance, sont généralement perdants, car leurs bons points sont généralement passés sous silence par la presse.

Il faut donc tenir compte de ces facteurs lorsqu'on affirme que des carrières politiques peuvent être bâties ou brisées par la presse. Mais il importe, je crois, de situer cette réalité par rapport à l'évolution qu'a connue la presse. Les rapports entre les parlementaires et les journalistes ne sont plus ce qu'ils étaient et ils n'ont pas fini de changer, du moins au niveau national, et ce, en raison de la façon même dont les médias sont structurés. Jadis, il y avait souvent deux ou trois grands journaux dans la plupart des grands centres du Canada. Ces journaux à grand tirage étaient partisans.

À Ottawa, le *Citizen* était libéral et le *Journal* était conservateur. À Toronto, le *Telegram* était conservateur et le *Star* était libéral. À Winnipeg, le *Free Press* était libéral et le *Tribune* était conservateur. À Vancouver, l'organe du Parti libéral était le *Sun* et ainsi de suite dans tout le pays. C'était ainsi que fonctionnait le journalisme canadien, et ce, depuis bien avant la Confédération. La presse était inévitablement liée aux partis politiques et elle était chaudement partisane.

« Si je tiens à faire cette précision, c'est que certains critiques de la presse contemporaine prétendent qu'il y a eu, à une certaine époque, une sorte d'âge d'or du journalisme canadien. Le style aurait été alors absolument pur et objectif. De nos jours, les salles de presse seraient remplies, aux dires de ces personnes, de reporters en mal de donner leur opinion. Mais on n'a qu'à songer à la presse d'il y a 20 ou 30 ans, sans parler de celle du siècle dernier, pour constater qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or du journalisme. En fait, la presse d'aujourd'hui est beaucoup moins subjective, beaucoup moins partisane qu'elle ne l'a jamais été au Canada. »

Pour résumer ce long exposé, disons simplement ceci : dans les grands centres, les journaux à grand tirage sont moins nombreux qu'avant à cause de l'influence de la télévision et de la contraction des marchés de la publicité. À l'heure actuelle, seul le *Globe and Mail* peut atteindre les lecteurs de tout le pays et attirer tous les férus de politique. La plupart des régions n'ont qu'un journal, qui exerce généralement un monopole. Pour accroître leur tirage, ces journaux ne peuvent plus se permettre d'afficher leur partisanerie ; il leur a donc fallu devenir plus objectifs.

Un peu plus tard, on a assisté à l'apparition des tabloïds. Ces journaux, qui recherchent principalement les nouvelles et les chroniques à sensation, s'adressent à monsieur tout le monde. Nous avons donc assisté, en relativement peu de temps, à la disparition, dans la plupart des grands centres, des journaux partisans à grand tirage, et, parallèlement, à l'apparition de marchés stratifiés qui n'ont généralement rien à voir avec une quelconque allégeance politique. De quelle façon les rapports entre la presse et le Parlement s'en trouvent-ils affectés ?

les journaux étaient carrément partisans, puis progressivement, ils ont modéré leurs transports. Aujourd'hui, le commentaire s'insinue partout. On n'affiche plus ses couleurs ouvertement, mais on se permet d'exprimer des opinions insidieusement, sous le couvert de l'analyse ou du commentaire. Avec l'arrivée de la télévision, les journaux ont été quasiment forcés de s'orienter davantage vers le commentaire et de mettre en perspective les actualités quotidiennes. La télévision, force nous est de le constater, est devenue la principale source d'information de la majorité, au Canada comme aux États-Unis.

C'est ainsi que, pour passer à mon second argument, on en est arrivé à commenter l'actualité. Autrefois, les journaux étaient carrément partisans, puis progressivement, ils ont modéré leurs transports. Aujourd'hui, le commentaire s'insinue partout. On n'affiche plus ses couleurs ouvertement, mais on se permet d'exprimer des opinions insidieusement, sous le couvert de l'analyse ou du commentaire. Avec l'arrivée de la télévision, les journaux ont été quasiment forcés de s'orienter davantage vers le commentaire et de mettre en perspective les actualités quotidiennes. La télévision, force nous est de le constater, est devenue la principale source d'information de la majorité, au Canada comme aux États-Unis.

Dans notre pays, le journalisme n'a jamais eu le prestige qu'il a en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Généralement, les journalistes sont sous-payés. Ils travaillent dans des conditions plutôt médiocres. Je dînais récemment avec un ancien collègue du *Financial Times* de Londres où j'ai travaillé pendant quatre ans. Il venait de terminer un congé sabbatique de trois mois, avec plein salaire, comme le prévoit son contrat de travail. Au *Financial Times*, les journalistes travaillent trente-deux heures par semaine et ont la semaine de quatre jours.

Les chroniqueurs du Royaume-Uni trouvent pénible de devoir écrire deux articles par semaine. On comprendra donc que peu de gens au Canada aient accepté de faire du journalisme la carrière d'une vie. Ceux qui continuent à jouer le jeu s'ennuient vite et deviennent humoristes, comme Allan Fotheringham ou Charlie Lynch, ou encore se font un devoir de pontifier, comme Peter Newman. L'arène journalistique canadienne ne compte que de rares Blair Fraser, George Bain ou Bruce Hutchinson. C'est pourquoi on assiste à un roulement extraordinaire de journalistes parlementaires ; l'expérience dans ce domaine reste donc très limitée.

Pour la prochaine campagne électorale, par exemple, la Société Radio-Canada destine aux trois dirigeants qui voyageront d'un bout à l'autre du pays trois journalistes très compétents, mais pour qui cette campagne sera la première. La même chose s'est produite en 1979. Tous les journalistes accompagnant les dirigeants en étaient à leur première campagne électorale.

En théorie, un bulletin de nouvelles peut être considéré comme un éditorial, car la collecte et l'organisation de l'information supposent qu'on a procédé à une sélection active ; cette sélection suppose à son tour un jugement, donc une certaine subjectivité. Cette situation est inévitable ; de plus, nous sommes les gardiens de l'information. Mais les frontières sont, comme l'a dit le premier ministre, mal définies alors que tous se mêlent de faire à la fois reportages, analyses et éditoriaux. Tout au long de ma carrière de journaliste, doublée aujourd'hui de celle de chroniqueur, j'ai essayé de m'en tenir à un principe : être juste. C'est la seule

assurance, et la meilleure, à laquelle les journalistes puissent souscrire à notre époque.

DAVID SMITH :



L'alliance entre les parlementaires et les journalistes remonte très loin dans notre passé. Des gens comme Alexander Mackenzie, Étienne Parent, Francis Hincks, Nicolas Flood Davin et Amor de Cosmos ont tous été journalistes avant de se lancer dans la vie politique. Cependant, la situation a beaucoup changé à cet égard dans le Canada anglais ;

peut-être moins au Canada français, si l'on songe à MM. Lévesque, Trudeau et Ryan et au rôle qu'ils ont joué dans la Révolution tranquille.

En collaboration avec un collègue, Norman Ward, je viens de terminer la rédaction d'une biographie de James G. Gardiner qui a, pendant quarante ans, rempli des fonctions politiques, tant à l'échelle provinciale que fédérale. J'ai lu les 65 000 pages de texte qu'il nous a léguées ; je trouve remarquable qu'il ait si peu mentionné la presse. Signalons qu'il a quitté la vie publique en 1958. Même s'il n'a pas dit grand-chose sur la presse, il ne la trouvait pas moins utile. En effet, elle venait en quelque sorte compléter le travail des partis politiques puisqu'elle exposait, dans l'intérêt des électeurs, les programmes et les politiques du gouvernement.

Certes, des journalistes ont fait leur marque : Grant Dexter, John Defoe, Bruce Hutchinson notamment. Mais la presse n'était pas perçue comme l'adversaire, ni comme un instrument de critique. Par contre, les débats parlementaires, comme le révèlent ses propres documents, faisaient l'objet d'articles et de reportages exhaustifs.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui et je me demande bien pourquoi. Le gouvernement diffuse une grande quantité de renseignements et, pour y arriver, a recours à la technologie moderne. Les médias ne pourraient peut-être pas rapporter cette masse d'informations, même s'ils essayaient. Aussi la presse est-elle devenue plus que jamais un agent synthétiseur et observe-t-elle maintenant la scène politique de l'extérieur plutôt que de l'intérieur. Ceci nous conduit à ce que nous appelons le journalisme d'interprétation. Ce genre de journalisme suppose une analyse politique plus critique ; il suppose aussi des rapports plus tendus entre les politiciens et la presse.

De plus, la spécialisation qui s'opère au sein du cabinet s'est répercutée dans les médias. Ainsi, il y a aujourd'hui des journalistes qui se spécialisent dans les questions relatives à l'environnement, à l'éducation, au travail ou à la santé ; ceci est un phénomène tout à fait nouveau. Certains domaines ne semblent toutefois pas les intéresser, notamment l'agriculture, dont il n'est jamais question dans la presse nationale. Comme je viens d'une région qui dépend de l'agriculture, je crois qu'il est intéressant, pour ne pas dire inquiétant, de noter que seuls les journalistes des organes régionaux font des reportages sur l'agriculture. À mon avis, ceci a pour effet, entre autres, d'alimenter les préjugés régionaux au Canada.

Il me semble également que les travaux parlementaires intéressent les médias beaucoup moins qu'auparavant. L'on a déjà avancé certaines raisons pour expliquer cet état de fait. Permettez-moi d'ailleurs quelques questions à ce sujet. Les journalistes sont-ils moins capables, moins compétents qu'autrefois ? Par le passé, le fait d'accéder à la tribune de la presse était souvent considéré comme le point culminant d'une carrière. Aujourd'hui, cela ne semble plus être le cas. Ou serait-ce que les assemblées législatives et les parlements sont moins importants qu'ils ne l'ont déjà été, maintenant que les conférences des premiers ministres déterminent le sort du Canada ?

Les dernières conférences des premiers ministres sur la constitution et sur les droits des Autochtones en sont des exemples frappants. Les périodes quotidiennes de questions ne nous révèlent que bien peu de choses sur ce qui se passe dans les assemblées législatives et au Parlement. Elles ne nous éclairent pas sur les questions brûlantes et les projets de loi à l'étude.

Permettez-moi maintenant quelques commentaires personnels. Il me semble que la télévision et la presse tiennent souvent le haut du pavé. Les fonds investis sont importants, et la technologie, les satellites, les installations de production déterminent dans une certaine mesure ce qui sera rapporté et la façon dont les faits seront interprétés, contrairement à ce qui se passait il y a quarante ans. Il me semble que le recours à la technologie contribue davantage à accroître la centralisation qu'à la réduire. Nous sommes moins exposés aux nouvelles locales et régionales simplement à cause de la technologie. Les sondages des journaux me semblent également une innovation. Si un quotidien décide de faire un sondage et d'en acquitter le coût énorme, il est dans son intérêt d'en publier les résultats. Voilà encore une innovation.

La *Loi sur l'accès à l'information* nous permet d'obtenir des renseignements qui n'étaient pas accessibles avant. Mais de quel type de renseignements s'agit-il donc ? Que recherchent la presse et l'ensemble des médias comme renseignements ? Le nombre de paires de souliers que

possède le premier ministre ? La fréquence de l'utilisation de l'avion ministériel ? Que veut-on savoir précisément ?

À mon avis, la question des élections est extrêmement intéressante. J'ai participé quelques fois à des reportages sur des campagnes électorales et j'avoue m'être senti comme un novice, avec les écouteurs dans les oreilles et le réalisateur qui me demandait de parler plus fort, avec plus d'énergie et de vigueur, ce qui n'est pas mon habitude. Je n'ai encore jamais assisté à un reportage d'élections au Canada, du moins à la télévision, qui ait présenté tous les résultats. À mon humble avis, la seule chose qu'on cherche à savoir, c'est qui a gagné et qui a perdu. Mais ce renseignement est rarement divulgué ou, du moins, pas avant la fin de l'événement. Cela est vrai d'ailleurs des reportages canadiens télévisés sur les dernières élections britanniques qui ont fait état de détails superflus. On nous a répété je ne sais combien de fois que si M^{me} Thatcher remportait les élections, elle entamerait un troisième mandat, record jamais battu depuis Lord Liverpool. C'est peut-être bien intéressant comme détail mais je doute que ce renseignement soit d'une importance capitale à notre époque.

Par contre, on ne nous a jamais communiqué à la télévision les résultats des élections britanniques. Nous avons dû attendre que les journaux nous l'apprennent et, même là, leurs articles étaient plutôt fragmentaires. Il me semble que les médias sont très préoccupés par la technologie, et plus particulièrement la technologie visuelle.

On dirait presque parfois que la presse et que les politiciens sont de connivence pour priver la population d'information. Sans doute n'est-ce pas délibéré, mais cela se produit quand même. Je pense ici aux fuites d'informations du gouvernement ou des comités parlementaires et à l'utilisation qu'en font les médias, ou encore au rapport Forget qui n'a encore fait l'objet d'aucun débat.

Permettez-moi de lancer certaines questions en guise de conclusion. Comptons-nous trop sur la presse et les médias pour lancer une carrière ou y mettre fin ? Comme l'a fait remarquer M. Devine dans un de ses commentaires, repris d'ailleurs par M. Simpson, en dépit du fait que son parti n'avait jamais constitué un gouvernement majoritaire dans la province et que lui-même n'occupait pas de siège à l'assemblée, son parti a été élu à une majorité qu'aucun

gouvernement de la province n'avait jamais remportée. Cela s'est produit dans d'autres provinces auparavant. Quelle influence la presse et les médias ont-ils eue sur le succès des Progressistes-conservateurs en 1982 ? Manifestement, comme il n'était pas très en vue, à son avis, les médias n'ont pas joué de rôle déterminant. Mais ont-ils exercé une influence ou étaient-ce plutôt les effets négatifs de la presse qui ont bénéficié au parti conservateur ? Quelle est l'importance des congrès au leadership, que l'on décrit fréquemment comme des « événements journalistiques » ? On accorde aussi une grande importance aux personnalités de l'arène politique canadienne. Prenez, par exemple, la montée en flèche de la réputation de politiciens comme MM. Clark, Turner et, plus récemment, du chef du NPD. Le cas de M. Broadbent est intéressant à cet égard. Nous le connaissons depuis très longtemps mais on vient à peine de découvrir ses grandes qualités. Je crois que M. Broadbent a probablement toujours eu ces qualités, si l'on veut parler de qualités, mais la presse a décidé de nous servir ce qui semble être une version revue et corrigée du chef du NPD.

Qu'arrive-t-il dans les provinces ? Beaucoup de ce que nous avons dit ce matin concerne plutôt la politique nationale. Mais, dans les provinces plus petites, où les médias se limitent à quelques quotidiens et émissions locales télévisées, quel est le rapport entre les médias et le politicien ? Comment un député au Parlement ou à l'Assemblée législative peut-il communiquer avec ses électeurs, surtout s'il doit rivaliser avec les chefs de parti et les ministres qui sont bien en vue ? Quels sont les effets de la télédiffusion des débats ? J'ai posé la question à maintes reprises à des députés des assemblées législatives, mais n'ai jamais obtenu de réponse satisfaisante. D'après eux, beaucoup de gens regardent les débats télévisés. Mais combien de gens ? Et quels gens ? Quelle influence est-ce que cela a sur les téléspectateurs ? La télévision est, quant à moi, un médium très passif. Comment les parlementaires perçoivent-ils le rôle respectif des journaux et de la télévision ? Chacun exerce-t-il sur eux une influence différente ? Voilà quelques autres questions clés qui méritent étude et qui sont au cœur du thème global que l'on nous a invités à discuter. ▼